



Lettre du directeur

Dans le présent numéro de la *Revue parlementaire canadienne*, nous nous intéressons à ce que l'un de nos collaborateurs a qualifié de « réforme parlementaire la plus radicale, voire fortuite », à savoir les bureaux de circonscription. Ensemble, le nombre bureaux de circonscription à l'échelle fédérale, provinciale et territoriale dépasse largement le millier. Il est donc normal que bon nombre de citoyens d'un bout à l'autre du pays en connaissent un tant soit peu l'existence – que ce soit simplement parce qu'ils en ont aperçu la devanture en circulant dans la rue ou parce qu'ils ont cherché activement à obtenir de l'aide auprès de leur bureau de circonscription en personne, par téléphone ou par courrier.

Mais, à l'image du pays hétérogène dans lequel ils ont pignon sur rue et des députés qu'ils servent, ces bureaux affichent une grande diversité. Dans le cadre d'une série d'entrevues et de tables rondes, nous présentons quelques exemples typiques de la façon dont certains parlementaires organisent leur bureau de circonscription ou de la façon dont d'autres s'acquittent de leur rôle de représentants sans recourir à un bureau de circonscription, de même que les difficultés particulières posées par la situation géographique et la densité de la population.

Bon nombre de ces bureaux, aussi diverses que soient leurs formes et attributions, semblent s'être transformés (ou s'être mutés malgré eux) en services de première ligne de fait pour certains ministères ou en instances de dernier recours pour les électeurs qui se heurtent à des obstacles

administratifs et espèrent que leur député pourra intercéder en leur nom à titre de défenseur ou de médiateur. Certains chercheurs qui ont collaboré aux articles publiés dans le présent numéro soulignent que cette évolution a fait des bureaux de circonscription un excellent lieu d'apprentissage pour les jeunes politologues, mais qu'elle est peut-être aussi le signe d'un malaise plus important au sein de notre système politique. Le travail de circonscription est-il la meilleure façon pour les parlementaires d'employer leur temps? Comment se fait-il qu'autant de parlementaires tirent une telle satisfaction à jouer les « conciliateurs » dans leurs bureaux de circonscription, alors que les citoyens sont de plus en plus nombreux à considérer qu'ils sont détachés de la réalité et peu à l'écoute des besoins de leur collectivité? Les parlementaires devraient-ils repenser le rôle des bureaux de circonscription pour en faire des espaces de participation citoyenne vouées à l'approfondissement et à l'enrichissement du dialogue politique au pays?

Même si le présent numéro propose peu de fils conducteurs pour amorcer cette discussion, la *Revue parlementaire canadienne* salue et encourage les parlementaires qui souhaitent faire connaître d'autres innovations observées à l'intérieur de notre système politique, qui se développent au niveau local, à l'extérieur des assemblées législatives. Nous vous invitons à envisager la possibilité d'écrire au directeur ou de soumettre un article pour informer vos collègues de ce genre de nouveautés.

**Le directeur,
Will Stos**

